**COMITE D’INITIATIVE POUR UNE MOBILISATION ALTERNATIVE ET CITOYENNE**

**========================================================================================**

**DECLARATION DU CIMAC**

 **A PROPOS DES ELECTIONS LEGISLATIVES DE 2017**

Le Sénégal aborde les élections législatives de 2017 dans un contexte de crise profonde du système international, une crise de « *La civilisation dominante* ». En effet, les dogmes fondateurs sont perturbés et remis en cause. Même si tout le monde clame que c’est le temps de l’Afrique, les multinationales et les oligarchies financières ne sont qu’à la quête de profit. L’Afrique et le Sénégal n’attirent principalement que pour les terres, les ressources du sol et du sous-sol. Dans ce contexte, il s’agit de veiller et de défendre les intérêts des populations d’Afrique et du Sénégal.

Or, au Sénégal les élites intellectuelles et politiques qui dirigent, nous ont habitués aux discours versatiles et démagogiques. La plupart de ces dirigeants nous ont trompés et trahis dans un passé récent.

Comment pouvons-nous faire confiance à ceux qui ne respectent jamais leur parole ?

Dans tous les cas, les richesses découvertes au Sénégal aiguiseront incontestablement les appétits des multinationales, des oligarchies financières et de certaines élites sénégalaises plus soucieuses de leurs intérêts que ceux du peuple.

C’est pourquoi, les citoyens doivent veiller à choisir des députés pétris d’humilité et de fermeté dans l’engagement.

Par conséquent, Ils doivent exiger des élus, entre autres, l’engagement :

* Pour une nouvelle constitution qui s’adosse à l’histoire et à la culture du Sénégal et de l’Afrique et qui réduit considérablement les pouvoirs du président de la république afin d’établir un meilleur équilibre des pouvoirs.
* Pour des structures de gestion en adéquation avec les revenus réels du Sénégal.
* Pour l’audit de la dette multilatérale et de tous les scandales financiers sous le contrôle citoyen.
* Contre l’accaparement des terres par les multinationales et les oligarchies.
* Pour la dénonciation de tous les accords drastiques comme l’accord de partenariat économique (APE).
* Pour une politique de préférence nationale.

En vérité, pour le CIMAC, il s’agit fondamentalement de porter comme base de la refondation les conclusions des Assises Nationales et les travaux de la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI).

***Pour le CIMAC***

***Le bureau exécutif***

***15/07/2017***